



Photo prise par: IRANGABIYE Tanguy, assistant du responsable communication au programme FIDA Burundi

Systèmes alimentaires en action

Burundi – un contexte socio-économique complexe

La mauvaise qualité des régimes alimentaires et la malnutrition qui en résulte comptent parmi les plus grands défis sociétaux actuels. Cette étude de cas montre comment l'adoption d'une approche holistique des systèmes alimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels peut conduire à des résultats durables.

Au Burundi, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des problèmes de santé publique majeurs. L'analyse IPC de l'insécurité alimentaire (juin-décembre 2022), a révélé qu'au niveau national, environ 18% des ménages ont un score de consommation alimentaire (SCA) les situant à la limite de la pauvreté [1], et selon l'indice domestique de la faim (household hunger scale en anglais), 12,5% des ménages se trouvent en situation de privation alimentaire modérée. Le pays est affecté par le multiple fardeau de la malnutrition. Selon l'enquête SMART de 2022 sur la nutrition, le niveau national de prévalence de la malnutrition aiguë est de 4,8% avec certaines provinces ayant des taux au-dessus de 5%, proches du niveau d'alerte, puisque la malnutrition aiguë globale (MAG) varie de 5 à 9,9% [2]. En effet, le taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans reste parmi les plus élevés d'Afrique, avec une prévalence de 56% en 2016 (EDS 2016-2017), le nombre de personnes en surpoids ou obèses est en

FAITS SAILLANTS

TITRE DU PROJET

Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'Imbo et du Moso (PNSADR-IM) Programme de développement des filières phase II (PRODEFI II)

Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité au Burundi (PIPARV B)

PAYS

Burundi

ZONES DU PROJET

Gitega, Karuzi, Kayanza, Muyinga, Ngozi, Bubanza, Cibitoke, Muramvya, Ruyigi, Rutana, Bujumbura

FINANCEMENT DU FIDA

80,06 millions d'USD

[1] IPC_Burundi_Acute_Food_Insecurity_2022JuneDec_Report_French.pdf (ipcinfo.org)

[2] <https://www.unicef.org/media/124756/file/Burundi-Humanitarian-SitRep-January-June-2022.pdf>

augmentation, tandis que les carences en micronutriments sont répandues, en particulier chez les enfants et les femmes. Un enfant de moins de 5 ans sur deux continue d'être touché par le retard de croissance; en 2022 le taux était de 55,8% contre 52,2% en 2020.

L'enquête SMART Burundi 2022 a indiqué que 61% des enfants de 6 à 59 mois et 39% des femmes de 15 à 49 ans sont anémiques [3]. Par ailleurs, en 2020, 3,1% des enfants de moins de 5 ans étaient en surpoids et le taux d'allaitement maternel exclusif pour la même cible était de 71,9% selon le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022 [4]. Le même rapport indique qu'en 2016, 5,4% de la population âgée de 18 ans et plus est obèse. En outre, 50% de la population est en situation d'insécurité alimentaire chronique.

Les principales causes de la malnutrition sont l'insécurité alimentaire, la pauvreté et une alimentation peu diversifiée, composée principalement d'aliments riches en glucides, avec un faible apport en micronutriments et protéines d'origine végétale et animale. De plus, le changement climatique affecte directement la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes, compromettant les efforts de lutte contre la malnutrition. Bien que le Burundi soit l'un des pays du monde où les émissions de gaz à effet de serre par habitant sont les plus faibles, le pays est extrêmement vulnérable au changement climatique, qui affecte particulièrement les plus pauvres et les peuples autochtones.

La population de Burundi compte 12,2 millions d'habitants dont 50,6% de femmes et 41,5% de jeunes de moins de 15 ans [5]. Malgré les efforts fournis pour consolider les bases productives afin de satisfaire les besoins de cette population, l'évolution des indicateurs macroéconomiques montre la faiblesse du pouvoir d'achat de la population. Par conséquent 51,4% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté monétaire. Aussi, 55,2% des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire, et 64% des enfants sont privés d'au moins trois des huit dimensions du bien-être de l'enfant, à savoir l'éducation, l'alimentation, l'eau, l'assainissement, la protection, le logement et l'information [6].

Le Burundi est le pays le plus pauvre du monde après la Somalie. L'économie du Burundi est caractérisée par une agriculture de subsistance à petite échelle, qui emploie plus de 90% de la population (FAO, 2015). La faiblesse des filières agroalimentaires et le manque d'accès aux services économiques ne permettent pas aux agriculteurs de développer leurs exploitations, d'autant que les crises sociopolitiques récurrentes depuis les années 1990 ont fortement affecté les performances économiques du pays.

L'Indice de Développement Humain (IDH) du Burundi place le pays au 187ème rang sur 189 (UNDP 2021) [7]. Bien que le coefficient de Gini soit inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, de grandes disparités persistent à travers le pays. Elles affectent principalement les femmes, qui composent 90% de la main-d'œuvre non rémunérée (ISTEEBU, 2015). De même, le niveau de chômage chez les jeunes est un défi politique et social majeur, affectant le tissu social et la stabilité du développement du Burundi. En 2017, le Bureau International du Travail (BIT) estimait le pourcentage de jeunes étant sans emploi, ni étudiants et ni en formation (NEET) à 6,2% pour les femmes et à 6,4% pour les hommes (ILOSTAT, 2019). Quant au sous-emploi, il s'agit d'un phénomène qui concerne majoritairement les actifs en milieu rural (42,3%) même si ceux du milieu urbain sont aussi concernés (30,1%) [8]. Il est donc fondamental d'aborder l'ensemble de ces questions pour assurer un développement rural intégré, équitable et durable pour tous.



Zones des projets

Le Programme National pour la sécurité alimentaire et le Développement rural de l'Imbo et du Moso (PNASDR-IM), est réalisé dans les provinces de Ruyigi, Rutana (dans la région de Mosso) et Cibitoke, Bujumbura Bubanza (dans la région de l'Imbo) et cible 225 000 bénéficiaires.

Le Programme de développement des Filières phase II (PRODEFI II) dans Bubanza, Cibitoke, Gitega, Karuzi, Kanyanza, Muramvya, Ngozi et cible 200 000 bénéficiaires.

Le Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité au Burundi (PIPARV B) est réalisé dans les provinces de Karuzi, Kanyanza, Ngozi, Gitega, Muyinga avec 210 000 bénéficiaires.

[3] https://www.unicef.org/burundi/media/2881/file/6_ENG_Sant%C3%A9_A9_BudgetBrief%202022-2023.pdf

[4] L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022 (fao.org)

[5] Burundi Overview: Development news, research, data | World Bank

[6] Analyse budgétaire nationale 2022-2023

https://www.unicef.org/burundi/media/2911/file/3_FR_Analysis_State_Budget%202022-2023.pdf%20.pdf

[7] hdr2021-22pdf_1.pdf (undp.org)

[8] Jeunesse-Analyse budgétaire 2022-2023

https://www.unicef.org/burundi/media/2916/file/2_FR_jeunesse_BudgetBrief%202022-2023.pdf%20.pdf



©FIDA/ Evrard Benjamin NGENDAKUMANA

LE FIDA AU BURUNDI

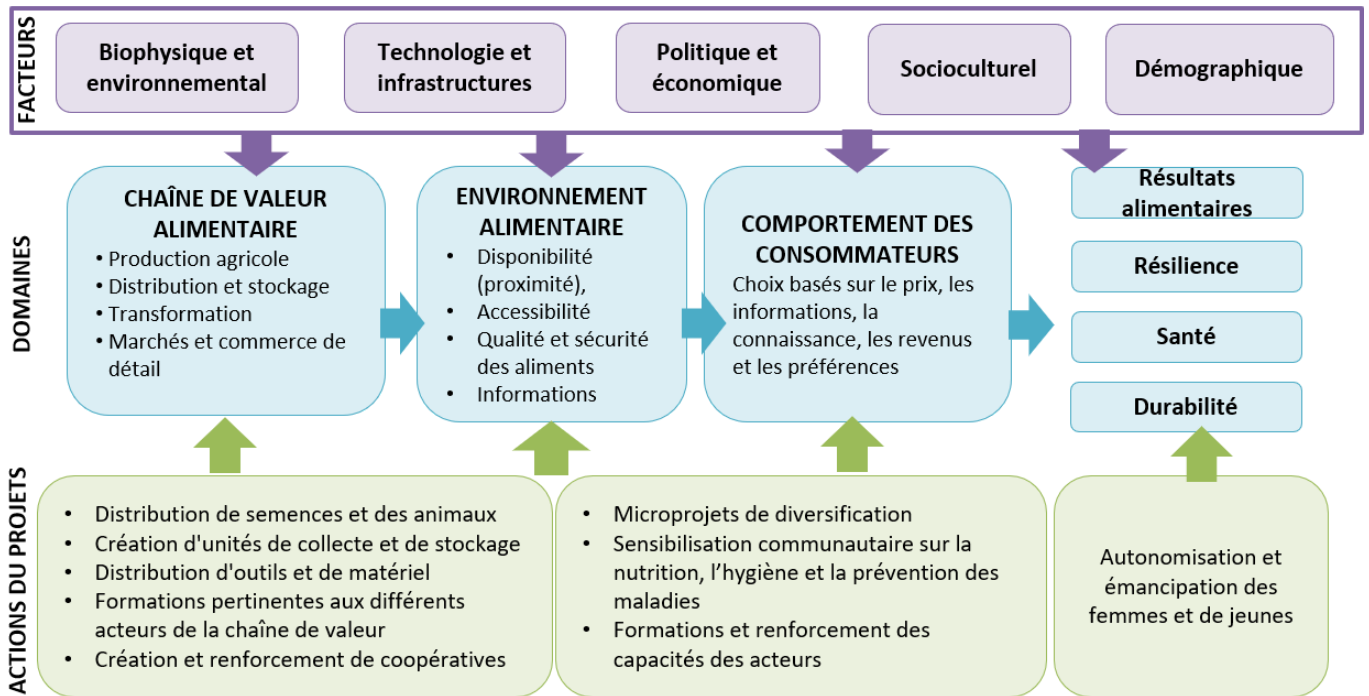
Depuis 1979, le FIDA appuie des projets de développement agricole et rural au Burundi, guidé par son programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP). L'actuel COSOP (2016-2021) a comme objectif principal d'améliorer la résilience au changement climatique des communautés rurales, d'augmenter les opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes et de réduire la malnutrition pour un impact durable.

Appréhendant les différentes dynamiques du système alimentaire, les projets sensibles aux enjeux nutritionnels financés par le FIDA au Burundi visent à renforcer les capacités des acteurs, intégrer les secteurs et sensibiliser les communautés pour une production, une transformation et une utilisation durable des aliments nutritifs localement disponibles.

Actuellement, le FIDA finance quatre projets au Burundi, dont trois sont sensibles aux enjeux nutritionnels. Le Programme National pour la sécurité alimentaire et le Développement rural de l'Imbo et du Moso (PNSADR-IM), le Programme de développement des Filières phase II (PRODEFI II), et le Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité au Burundi (PIPARV B).

Les projets ciblent principalement les petits exploitants et les groupes les plus vulnérables: les enfants en situation de malnutrition aigüe et leurs familles, les femmes, les jeunes, ainsi que les membres de la communauté autochtone Batwa.

Les projets contribuent aux objectifs stratégiques du FIDA et à l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°2 visant à éliminer la faim, mais s'efforcent simultanément de contribuer aux seize autres ODD en abordant de façon holistique les systèmes agro-alimentaires.



Approche intégrée des systèmes alimentaires au Burundi

Les systèmes alimentaires au cœur de l'approche du FIDA

La malnutrition, l'insécurité alimentaire, la pauvreté, le changement climatique et la perte de la biodiversité sont des défis complexes qui ne peuvent être relevés que par une approche holistique qui agit sur les différentes dimensions et facteurs influençant les systèmes alimentaires.

Les projets du FIDA adoptent une approche intégrée aux systèmes alimentaires. La gestion raisonnée de l'écosystème local, le renforcement des capacités et des compétences des acteurs communautaires, ainsi que la promotion des bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles permettent d'assurer un impact durable, d'améliorer la résilience face au changement climatique et d'augmenter la consommation d'aliments nutritifs et sains au sein des communautés rurales.

Les trois projets au Burundi se concentrent sur plusieurs dimensions du système alimentaire : de la production à la consommation, en passant par la transformation et la distribution. Cette approche permet d'atteindre des objectifs d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la création de nouvelles opportunités d'emploi durables tout en augmentant la résilience des communautés aux changements climatiques.



©FIDA/Andre Francois

Soutenir les moyens d'existence et les petits exploitants - Les chaînes de valeur alimentaires

Les petits producteurs sont au cœur des systèmes agro-alimentaires. Dans les zones rurales, ils sont généralement les plus durement touchés par les conséquences du changement climatique et la malnutrition. En revanche, s'ils disposent des outils nécessaires et d'un environnement favorable, ils peuvent produire des aliments plus diversifiés et nutritifs, et adopter des pratiques de gestion durable des ressources naturelles sur lesquelles reposent leurs moyens d'existence.

Élément central du système alimentaire, les chaînes de valeur influencent à la fois l'offre et la demande d'aliments. Dans ses projets, le FIDA aborde tous les segments de la chaîne de valeur alimentaire sous un angle nutritionnel, identifiant les contraintes et élaborant des stratégies visant à augmenter l'offre alimentaire, sa qualité, sa valeur nutritionnelle et sa demande. En effet, des investissements et des interventions adaptés au contexte peuvent améliorer la nutrition, en renforçant la disponibilité, l'accessibilité physique et financière, la diversité, la qualité, la sécurité sanitaire et l'acceptabilité des aliments nutritifs.

Au Burundi, les chaînes de valeur identifiées au niveau national et au niveau local dans les projets financés par le FIDA, répondent à la fois à des enjeux socio-économiques, agronomiques, écologiques et nutritionnels.

Par exemple, dans le cadre du projet PRODEFI II, la chaîne de valeur du lait et viande a été identifiée comme ayant un grand potentiel pour améliorer la nutrition et les revenus des ménages. Avant la mise en œuvre du projet, la population de la zone cible n'avait pas accès au lait frais et n'en consommait donc pas.



L'Approche FARN

Dans le cadre de la promotion nutritionnelle au niveau communautaire, les Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARNs) sont des points d'accueil pour les enfants souffrant de malnutrition et leurs mères. Par groupes de 19 à 27, les mères participent à des séances de formations et de discussions, guidées par les « Mamans Lumières », sur les pratiques alimentaires, la cuisine, la nutrition, la santé ou encore l'hygiène.

Les Mamans Lumières sont les mères formatrices, qui viennent d'un ménage à revenus modestes, mais qui ont des enfants bien nourris et bien portants. Elles et les mères bénéficiaires cuisinent ensemble des repas équilibrés et nutritifs à base des aliments disponibles localement.

De plus, les enfants malnutris bénéficient de repas nutritifs préparés par leurs mères. Après l'apprentissage et/ou la réhabilitation nutritive des enfants, les ménages bénéficient d'un appui pour le développement de microprojets de diversification et de formations sur ces projets. Les FARNs ne doivent pas se situer dans des endroits isolés pour rester accessibles à tous.

En 2020, le projet a atteint 91% de l'objectif cible, correspondant à 5 577 vaches laitières distribuées à travers la chaîne de solidarité communautaire bovine (CSCB), générant ainsi une production laitière annuelle de 1,7 million de litres au profit de 5 341 familles. Cela a entraîné une augmentation de la consommation de lait, notamment par les enfants, et donc des apports essentiels en calcium, acides gras, protéines et autres micronutriments, ainsi que la création de nouvelles opportunités d'emplois et de revenus pour les communautés locales, en particulier pour les femmes et les jeunes entrepreneurs, comme décrit dans l'histoire du terrain numéro 2 présentée ci-dessous.

Un des objectifs du projet PNSADR – IM est de développer et de structurer la chaîne de valeur du riz. Les agriculteurs, désormais formés aux bonnes pratiques agricoles, ont pu augmenter leur production (de 3,75 t à 5,9 t /ha en moyenne), grâce aux champs écoles fermiers rizicoles et aux semences certifiées obtenues par des semenciers collectifs ou privés, créés dans le cadre de ce projet. Le riz produit contribue à améliorer les revenus des ménages, car environ la moitié est vendue sur le marché et aux coopératives. A travers les ressources générées, les régimes alimentaires des bénéficiaires ont été améliorés et diversifiés, contribuant ainsi à améliorer le statut nutritionnel. Le projet a également soutenu les coopératives rizicoles à travers la création d'aires de séchage et des magasins de stockage et la distribution d'équipements de transformation agro-alimentaires (comme les décortiqueuses). De plus, les membres des coopératives, dont environ 35% de femmes et 35% de jeunes, ont bénéficié de formations sur la commercialisation du riz et sur la gestion organisationnelle, administrative et financière.

Diversifier les agroécosystèmes pour des communautés plus résilientes – l'environnement alimentaire

La diversification de la production alimentaire est une autre activité stratégique pour améliorer la nutrition et la résilience au changement climatique des communautés vulnérables. Une production agricole diversifiée permet un accès à des aliments variés et sains, de nouvelles opportunités de revenus, une meilleure protection contre les chocs climatiques et d'autres services écosystémiques, tels qu'une vulnérabilité réduite aux ravageurs et aux maladies des cultures vivrières.

Dans le projet PNSADR – IM, 96% des ménages ciblés, dont 20% dirigés par des femmes, ont reçu des porcins et des formations portant sur l'élevage. La vente des porcelets à travers la chaîne de solidarité communautaire porcine a permis aux ménages de diversifier et d'augmenter leurs sources de revenus, et d'utiliser le fumier comme intrant organique pour leurs exploitations.

Dans le cadre de la diversification alimentaire du projet PRODEFI-II, plus de 42 000 arbres fruitiers (avocatiers, pruniers du Japon et maracuja) ont été plantés. Les espèces choisies sont très nutritives : par exemple le prunier est riche en vitamine A et en minéraux comme le manganèse tandis que le maracuja est riche en vitamine C. Augmenter la consommation de ces fruits peut contribuer à la lutte contre la malnutrition, en particulier pour lutter contre les carences en micronutriments.



©FIDA/ Evrard Benjamin NGENDAKUMANA

D'autre part, dans tous les projets financés par le FIDA au Burundi, la mise en place des jardins potagers et la promotion des cultures à haute valeur nutritive (comme par exemple les haricots enrichis en fer, la patate douce à chair orange et les champignons) ont permis de renforcer les moyens d'existence et ont amélioré la condition des bénéficiaires par la production du fumier, la diversification alimentaire et la cohésion sociale à travers les Groupements à Caution Solidaire (GCS).

Sensibiliser à la nutrition et soutenir le femmes - Le comportement des consommateurs

L'approche intégrée des systèmes alimentaires menée par le FIDA aborde également le comportement des consommateurs. Ainsi, les projets financés par le FIDA au Burundi incluent des activités de sensibilisation et d'éducation des communautés sur l'importance d'une bonne nutrition et des bonnes pratiques nutritionnelles, suivant l'approche FARN (foyer d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle). Cette approche a généré des résultats positifs, favorisant le changement des comportements dans les communautés en matière de la diversification des régimes alimentaires, en particulier pour les femmes et les jeunes enfants.

Dans le projet PRODEFI II, à travers le renforcement au niveau communautaire de la prise en charge de la malnutrition et la promotion nutritionnelle, 84% des enfants malnutris pris en charge par les FARNs ont été réhabilités avec succès, et plus de 1 500 femmes ont été formées par les Mamans Lumières sur la santé prénatale et maternelle, l'alimentation et les bonnes pratiques d'hygiène au profit de leurs enfants et de leurs familles.

L'expérience au Burundi montre comment l'adoption d'une approche holistique des systèmes alimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels peut conduire à des résultats durables en termes d'amélioration des régimes alimentaires et de la nutrition des communautés vulnérables, de leurs moyens d'existence et en conséquence de leur résilience face au changement climatique.

Les dynamiques de genre sont au cœur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En effet, les femmes jouent un rôle essentiel dans les systèmes alimentaires et dans la société, mais leur contribution n'est pas toujours reconnue à leur juste valeur. L'éducation et l'autonomisation des femmes a des effets transformateurs sur l'individu et les communautés, y compris sur le choix des aliments à acheter, la qualité nutritionnelle des aliments consommés, la façon dont ils sont préparés et distribués au sein des ménages. Les programmes financés par le FIDA au Burundi ont adopté l'approche Système de formation action pour l'égalité femmes hommes / Gender Action Learning System (GALS), une méthodologie d'autonomisation qui repose sur des processus participatifs inclusifs dirigés par la communauté pour atteindre l'égalité et l'équité de genre. Grâce à la méthodologie GALS, aux activités de formations, aux ateliers et réseaux d'appui communautaires mis en place dans le cadre des projets, les femmes sont plus autonomes et participent désormais pleinement à la prise de décision au niveau communautaire et au sein des ménages avec des droits de plus en plus reconnus.

Environnement politique et communautaire favorable à la nutrition

Enfin, lors de l'adoption d'une approche intégrée des systèmes alimentaires, il est important de répondre aux défis politiques et économiques du système alimentaire.

Au Burundi, en matière de politiques publiques, la nutrition est prise en charge par le Ministère de la Santé, à travers la Politique Nationale de la Santé et le Plan National de Développement Sanitaire (2016-2025). Depuis 2009, les activités de nutrition sont centralisées par le Programme National Intégré pour l'Alimentation et la Nutrition (PRONIANUT), sous l'égide du Ministère de la Santé et de la lutte contre le SIDA (MSPLS), avec le soutien financier de l'UNICEF.

Les projets financés par le FIDA travaillent sur base du partenariat avec les structures publiques dont les districts sanitaires du Ministère de la Santé, ainsi que les structures communautaires. Afin de réaliser les interventions des projets, des partenariats et des collaborations sont mises en place avec d'autres agences de développement, telles que la FAO et le PAM. Enfin, la coopération avec le gouvernement et les communautés locales a permis la mise en place d'une structure communautaire multisectorielle composée de divers acteurs locaux, comme les Mamans Lumières, les agents de santé communautaire, les leaders ou élus collinaires, les techniciens communaux agricoles et d'élevage, qui travaillent ensemble pour autonomiser et soutenir leur propre communauté.

Conclusion

L'expérience au Burundi montre comment l'adoption d'une approche holistique des systèmes alimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels peut conduire à des résultats durables en termes d'amélioration des régimes alimentaires et de la nutrition des communautés vulnérables, de leurs moyens d'existence et en conséquence de leur résilience face au changement climatique.

Bien que beaucoup ait été accompli grâce aux projets financés par le FIDA, certains domaines peuvent être améliorés. Par exemple, élargir et approfondir l'engagement communautaire à travers d'autres plateformes comme les Groupes de Caution Solidaire, les Associations d'Usagers de Marais, les Champs Ecoles Paysans ou les chaînes de Solidarité Communautaire Animale qui permettraient de mettre à profit les synergies entre différents projets pour mieux intégrer leur approche.

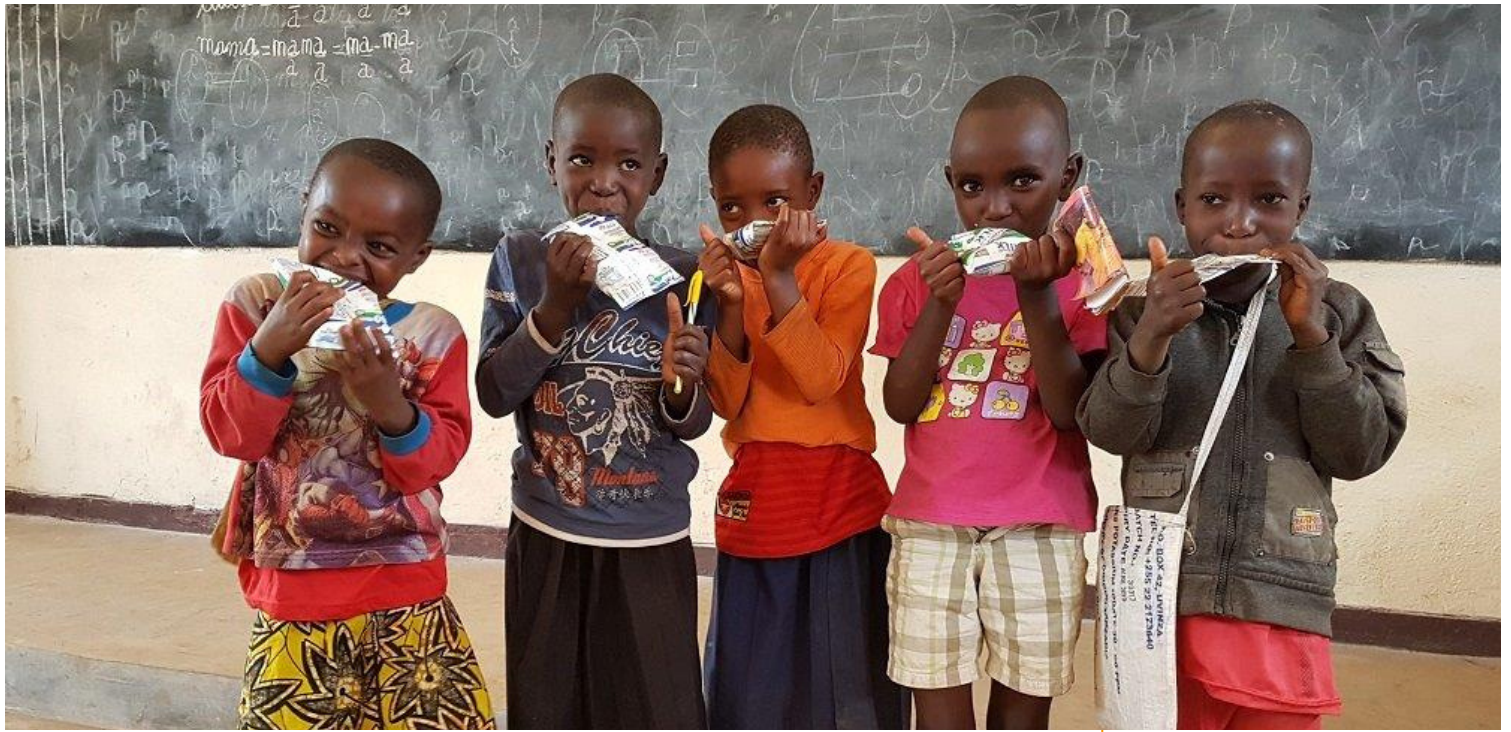


Photo prise par: NDAYIKENGURUKIYE
Espérance, chargée de la communication
au programme FIDA Burundi (photo
prise dans les cantines scolaires du PAM)

HISTOIRES DU TERRAIN

PRODEFI – II Une approche intégrée et solidaire de prise en charge de la malnutrition infantile

Le projet PRODEFI-II financé par le FIDA a comme objectifs principaux de contribuer à l'augmentation des revenus et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages pauvres dans les zones cibles.

Le projet a trois composantes : la première se concentre sur les chaînes de valeur pour accroître la production et la productivité agricole afin d'augmenter la disponibilité d'aliments nutritifs. La deuxième composante se concentre sur la valorisation des produits agricoles, à travers des interventions axées sur la distribution, le stockage, la transformation et l'accès aux marchés.

La troisième composante s'intéresse aux comportements des consommateurs et aux facteurs socioculturels qui les influencent. Ainsi, cette troisième composante vient compléter les deux premières, avec une approche communautaire de sensibilisation à la nutrition basée sur les FARNs. Les FARNs sont des lieux de prise en charge de la malnutrition, avec des modèles de réhabilitation nutritionnelle basés sur les produits localement disponibles, l'existence des modèles positifs dans la communauté et l'appui aux ménages vulnérables.

L'accent est mis sur le renforcement des capacités et la sensibilisation des communautés, via la formation de champions tels que les agents de santé communautaires et les Mamans lumières. Grâce aux FARNs, 8 837 enfants de moins de 5 ans malnutris ont pu être dépistés et pris en charge et 84% d'entre eux ont été réhabilités avec succès grâce à une nutrition améliorée, ainsi que 1 527 femmes enceintes ou allaitantes sur 852 prévues.

Les efforts du programme ont été orientés sur la promotion de cultures à haute valeur nutritive, comme les champignons, la patate douce à chair orange et les plants fruitiers. Les personnes prises en charge par les FARNs/FA, après la réhabilitation nutritionnelle et les formations nutritionnelles, sont en outre soutenues par des microprojets de diversification et des formations et ateliers au niveau communautaire.

Par exemple, la distribution des porcins a favorisé la diversification des revenus des femmes : en effet, l'élevage de porc constitue une source de revenus qui peut être utilisée pour les besoins primordiaux du ménage (soins médicaux, frais de scolarisation des enfants, vêtements) et pour diversifier leur alimentation. Plus de ménages qu'initialement prévus ont bénéficié des kits et d'unités de cultures des champignons et des plants fruitiers. Enfin, les bénéficiaires se sont organisés en « Groupements de caution solidaire », qui leur permettent de faire face, ensemble, aux chocs alimentaires et autres.

Dans la commune du Muruta, le groupement de solidarité Twitezimbere a, en 10 mois, encaissé 150 000 BIF (75 USD) grâce à l'apport de ses 15 membres, qui seront utilisés pour soutenir la communauté. Le groupe a également produit 245 Kg de champignons dont 55 Kg ont été consommés par les membres tandis que 159 Kg ont été vendus pour un bénéfice total de 570 000 BIF (285 USD). Ce montant a permis d'acheter cinq chèvres, distribuées à cinq membres, dans le cadre des microprojets. Les chèvres, comme les autres petits animaux distribués, peuvent soutenir la production agricole dans le ménage. Elles apportent du fumier organique utilisée dans les cultures et la production agricole et contribuent également à la diversification des revenus futurs, en plus d'être un atout en cas de besoin.

Sur la colline Miyogoro, dans la commune du Muruta, Madame Ntaho avait un enfant malnutri, qui a été pris en charge dans le FARN. Après les séances de réhabilitation et d'éducation nutritionnelle, grâce au soutien de son Groupe de Caution Solidaire, Madame Ntaho a pu recevoir neuf porcelets qu'elle a élevés et vendus. L'élevage des porcelets lui a aussi permis de produire davantage de légumes grâce à l'utilisation du fumier comme engrais organique. De plus, Ntaho est devenue éligible à la chaîne de solidarité communautaire bovine qui lui a permis d'obtenir une vache. Actuellement, la vache de Ntaho produit environ 5 à 6 litres de lait chaque matin que Ntaho vend au centre de collecte de lait de Kayanza et 3 litres le soir que la famille ou les voisins consomment. « Mes enfants boivent du lait à satiété », disait Ntaho en remerciant le projet PRODEFI II. « Avant je pouvais rarement gagner 5000 BIF (2,50 USD) pour deux mois et même moins après avoir travaillé comme main d'œuvre dans les champs des autres », s'exclamait Ntaho. Actuellement, elle vend le lait produit dans un centre de collecte de lait du milieu et reçoit facilement 75 000 BIF (37,50 USD) par mois en plus de la vente du surplus de la production agricole. L'accès à ces services a permis d'améliorer l'état nutritionnel des deux enfants de Madame Ntaho, d'améliorer les revenus du foyer et de générer des bénéfices durables pour leur communauté.



chaînes

Photo prise par:
NDAYIKENGURUKIYE Espérance,
chargée de la communication au
programme FIDA Burundi

Chaîne de valeur du lait: une opportunité pour améliorer la nutrition et les moyens d'existence des communautés vulnérables

L'un des objectifs du Programme de développement des filières (PRODEFI-II) est de contribuer à l'augmentation des revenus et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages à travers le renforcement de la filière du lait. Avant la mise en œuvre du PRODEFI, la population de la zone du projet ne consommait pas de lait car elle n'y avait pas accès. Le programme a utilisé un processus de ciblage participatif pour identifier les ménages ruraux en situation de pauvreté désireux d'élever une vache laitière.

Avec l'appui du Centre National d'Insémination Artificielle (CNIA) et la mise en place de la Chaîne de Solidarité Communautaire Bovine (CSCB), chacun des ménages sélectionnés a reçu une vache. Ces vaches ont un meilleur génome et une meilleure production laitière, en moyenne de 1 470 litres par lactation contre 368,2 litres pour les vaches de race locale.

Le PRODEFI-II a également soutenu la mise en place des services d'insémination artificielle autonomes et aussi la formation des inséminateurs sous la direction des représentants du CNIA. Dans ce cadre, au cours du projet, 10 692 naissances de l'insémination artificielle ont été enregistrées, au profit des ménages participants, de CSCB et des membres de la communauté.






Grâce à leur vache, les ménages ont pu produire chacun entre 3 et 6 litres de lait par jour, consommés par les membres de la famille ou donnés aux voisins. Cela a significativement contribué à la diminution des cas de malnutrition dans l'entourage des éleveurs. De janvier à juin 2020, 1 052 513 litres de lait ont été collectés puis vendus, soit 5 847 litres par jour. Au total, 12 571 418 litres ont été vendus à travers les 23 centres de collecte du lait installés par le PRODEFI. Cela a permis à 75% des ménages d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leur productivité agricole ainsi que leur alimentation.

Une fois collecté, le lait est transformé par Modern Dairy Burundi en lait UHT et consommé dans les cantines scolaires appuyées par le PAM. Durant la période 2017-2018, le PAM a acheté et fourni 420 000 litres de lait à 37 000 écoliers de plus de 400 écoles. Les écoliers ont pu consommer du lait trois jours par semaine, en plus de leur déjeuner composé de maïs, de haricots et de légumes. Cette approche mettant en lien les petits producteurs et les entreprises agro-industrielles de la filière laitière a bénéficié à la fois aux petits producteurs, aux entreprises intermédiaires et aux écoliers. De plus, les enfants qui ont bénéficié du lait distribué dans les cantines scolaires contribuent à un changement encore plus large, en parlant des bénéfices nutritionnels du lait à leur famille, ce qui participe à sensibiliser les communautés. Enfin, la valorisation de la chaîne de valeur du lait a créé de nouvelles opportunités de revenus pour les membres de la communauté et en particulier pour les femmes et les jeunes. La coopérative laitière de Mbuye a engagé un groupe de jeunes pour transporter le lait vers les centres de collecte. Cette activité rémunérée a permis aux jeunes de réaliser certains de leurs projets (comme la construction d'une maison, l'achat d'animaux d'élevage). De plus, des femmes ont ouvert de petits cafés offrant le lait produit dans les collines et alentours. Il s'agit donc d'un effet positif sur la consommation locale du lait et le revenu des femmes avoisinant les centres de collecte de lait, qui ne sont pourtant pas des bénéficiaires directs du projet.



Investir dans les populations rurales

Fonds international de
développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142
Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 -
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

 facebook.com/ifad
 instagram.com/ifadnews
 linkedin.com/company/ifad
 twitter.com/ifad
 youtube.com/user/ifadTV

Avril 2023

Auteur

Équipe chargée de la nutrition au sein de la Division
environnement, climat, genre et inclusion sociale du FIDA

Remerciements

Cette étude de cas n'aurait pas pu être réalisée sans la contribution de Rose Harushimana, Consultante du FIDA, qui a recueilli les expériences des projets au Burundi. Gaia Lochetti a soutenu la préparation du document, tandis que Marius Affonfere et Mahoussi Assocle ont soutenu les références et l'édition. Un grand merci au personnel du projet pour le partage de leurs connaissances et des photos.